

## L'EXPERIENCE TURQUE

Je viens d'un pays où une certaine amélioration des relations, de la compréhension et de la communication entre les instances gouvernementales, la société civile et les mass-médias, pourrait être prometteuse pour marquer une étape dans la résolution de la question qui produit une des plus graves formes de terrorisme et que ses citoyens endurent depuis plus de 25 ans.

Pour cette raison, si vous me le permettez, je vais essayer d'offrir une contribution par la perspective locale qui nous est offerte par le carrefour où se trouve la Turquie.

Les récentes expériences au sein des démocraties libérales nous montrent que l'amélioration des relations entre les mass-médias, la société civile et les instances gouvernementales actives dans la lutte contre le terrorisme, ne peut pas être accomplie sans un consensus préalablement assimilé par ces éléments...

Lutter contre le terrorisme par les moyens légitimes de défense est une chose mais essayer de résoudre le problème à la source du terrorisme en adoptant une perspective politique multidimensionnelle en est une autre.

Pour tenter de résoudre le problème de fond, les relations, la communication et la compréhension entre ces trois éléments doivent être beaucoup plus profondes, dynamiques et mesurées.

Alors pour des relations fertiles entre ces trois éléments, je crois qu'il nous faut d'abord des relations saines ou bien normales... Où chacun reconnaît ses limites et respecte les responsabilités et les droits des autres.

Mais aussi, une approche commune sur une définition de base du terrorisme...

Un ordre du jour transparent du gouvernement...

Un gouvernement qui informe les mass-médias périodiquement, d'une manière appropriée et équitable.

Un gouvernement respectueux des droits de l'Homme et des principes fondamentaux de la Loi dans sa lutte contre le terrorisme...

Des mass-médias indépendants, qui échappent au contrôle direct ou indirect du gouvernement...

Dans ce contexte, je veux attirer votre attention sur l'expérience turque.

(La Turquie est un pays qui a une expérience profonde et diversifiée du combat contre le terrorisme de presque toute sortes: Le terrorisme d'extrême gauche et de droite au cours des années 70, le terrorisme des extrémistes arméniens pendant les années 70 et 80, le terrorisme des séparatiste kurdes qui continue depuis 1984, le terrorisme des Islamistes d'origine kurde, notamment le Hezbollah kurde... Et sans oublier toujours les attentats terroristes en 2003 à Istanbul perpétrés par des groupuscules Islamistes, dont les éléments d'Al Qaeda recrutés en Turquie...)

Malgré toute cette diversification, aux yeux du peuple le terrorisme est généralement identifié au PKK, qui constitue une expression violente d'une question ethnique...

La Turquie lutte depuis 1984 contre la violence séparatiste du PKK, organisation clandestine armée fondée en 1978 et considérée comme "terroriste" par l'UE et les États-Unis.

Alors quelle était la dimension principale dans cette lutte?

Pendant toute cette période de 25 ans, la réponse de la Turquie au terrorisme séparatiste avait été marquée jusqu'à ces derniers mois par une dimension unique... qui était la sécurité.

Dans l'analyse finale, la Turquie a délibérément choisi de percevoir la violence à laquelle elle faisait face comme une simple question de sécurité ; et à partir de cette manière de voir, elle a développé ses réponses en se focalisant plutôt sur les mesures administratives, policières et militaires...

Par ailleurs, une simple analyse à la racine nous aurait permis de constater qu'il fallait effectuer de profondes réformes

politiques, administratives, culturelles, mais aussi économiques, etc., dans le pays...

Car, à partir de cette analyse de fond, il ne serait pas possible de nier que le PKK, qui semait la violence, était issu de la question kurde...

Et également que la question kurde était une question ethnique...

...Qui était engendrée par la politisation d'un mécontentement constant de l'élément kurde loin d'être assimilé, dans sa relation avec l'État-nation Turc depuis sa création en 1923.

C'est comme ça qu'on pouvait arriver à la conclusion qu'une nouvelle perspective devait être explorée...

Lors de ces derniers mois, les choses ont commencé à bouger dans la question kurde de la Turquie.

Depuis que le terrorisme du PKK a été déclenché, pour la première fois un gouvernement turc essaye d'entreprendre une initiative sans précédent afin de créer une base à partir de laquelle pourrait germer un processus de solution à la question kurde.

Avant d'aborder les leçons que l'on peut tirer sur le rôle potentiel que les mass-médias et la société civile pourraient jouer dans ce processus une fois lancé, il faut souligner que les contours internationaux de cette conjoncture sont plus que jamais favorables à l'essor de cette initiative, qualifiée auparavant d'"ouverture kurde".

Mais il faut plutôt mettre l'accent sur la conjoncture domestique, qui a largement facilité dans les médias une discussion en tous sens, visant une solution à la question kurde.

Il faut aussi admettre le rôle important et responsable des mass-médias pendant toute cette période, depuis 1984, où l'État Turc a tant essayé - en vain - d'apporter une solution militaire au terrorisme du PKK. Les médias, en restant loyaux à leur **politique éditoriale** qui faisait la distinction entre les Kurdes et le PKK, ont résisté contre toutes tentatives et provocations du PKK, qui, lui aussi, espérait faire dégénérer le conflit entre ses unités armées et les forces de sécurité en un conflit

intercommunautaire, c'est-à-dire un conflit entre Turcs et Kurdes.

Il faut aussi admettre que les médias Turcs en général étaient plus ou moins attentifs au maintien d'un certain équilibre réaliste entre la condamnation du terrorisme du PKK et les critiques des violations des droits de l'Homme par les forces de sécurité dans le sud-est du pays. Ce fait a encore **contribué à prévenir** la rupture psychologique totale entre les Kurdes et les Turcs.

Chez ces deux parties, il y avait déjà un ras-le-bol de la terreur et de la violence.

Par ailleurs, les dirigeants du PKK étaient sur le point de conclure qu'il était vain d'essayer de créer un Kurdistan indépendant par la force.

Également au niveau des dirigeants turcs, une perception devient de plus en plus claire, selon laquelle mettre fin au PKK par des méthodes militaires est impossible.

Alors au carrefour auquel nous nous trouvons actuellement, l'évolution de ces trois aspects qui nous concernent (c'est à dire les instances gouvernementales, les médias et la société civile), devient de plus en plus remarquable:

Premièrement, la Turquie est gouvernée depuis 2003 par un parti qui est immunisé contre la mentalité fondatrice de l'État Turc.

Vis-à-vis de la question kurde, cette immunité fournit à l'AKP une marge de manœuvre incomparablement large par rapport à celles des partis traditionnels.

Deuxièmement, la perspective européenne a contribué d'une manière essentielle aux libertés de la presse et de l'expression au cours des années 2000... Grace à cela, on observe un environnement de discussion plus que jamais pluraliste et pluriel dans les mass-médias au sujet de la question kurde .

Il faut rappeler que ces derniers mois, il a même été possible de discuter dans la presse centriste des pour et des contres d'une répartition pacifique de la Turquie entre les Kurdes et les Turcs.

Troisièmement, grâce à la démocratisation et à la croissance économique dans le pays, la société civile devient plus forte, plus diversifiée et plus efficace.

Ces trois éléments pourraient en fait entrer en interaction de façon critique mais paradoxalement prometteuse sur la voie d'une solution pacifique à la question kurde, si l'initiateur - c'est-à-dire le gouvernement - avait pu mettre en avant une méthodologie bien préparée, répondant aux besoins politiques et moraux du jour.

Je peux catégoriser ces besoins en deux niveaux...

Le premier, c'est le besoin de franchir l'affreuse polarisation qui tourmente la démocratie turque. Je ne veux pas risquer de me perdre en m'abandonnant à l'analyse des origines de cette polarisation, mais une chose était certaine: une initiative radicale, qualifiée d'"ouverture Kurde", n'aurait pas dû être lancée sans prendre en considération la polarisation politique dans le pays.

Car dans un environnement politique qui est polarisé, le soutien minimum de l'opposition pour une telle initiative, même si celle-ci est justifiable au point de vue moral et historique, n'est pas assuré du tout.

Les soutiens potentiels des mass-médias ainsi que la société civile peuvent aussi être les victimes de cette polarisation, contre laquelle ils ne sont pas immunisés.

Franchir la polarisation est aussi très important à un deuxième niveau... C'est l'effet psychologique de l'initiative, susceptible d'être bouleversant au niveau populaire, qui pose un risque pour le parti au pouvoir quand les élections parlementaires approchent...

La version officielle de l'identité turque républicaine qui niait l'existence des kurdes, ajoutée au nationalisme turc, ainsi que toute sorte de réaction, et la haine déjà accumulée au sein du peuple contre le PKK, constituent actuellement un obstacle formidable contre toutes démarches susceptibles d'être perçues comme "négocier avec les terroristes", ou bien "amnistier les terroristes".

Dans ce cas-là aussi, le traitement de la dimension psychologique est très important...

Sans une atmosphère de compréhension bien équilibrée entre la société civile, les instances gouvernementales et les mass-médias, cette barrière psychologique ne peut pas être franchie.

Et la méthodologie compte dans cette affaire...

En Turquie le soutien étendu des mass-médias et de la société civile à une initiative ayant pour but de résoudre la question kurde, aurait pu être assuré si le gouvernement avait adopté un plan d'action d'envergure pour améliorer en tous sens la démocratie en Turquie...

Satisfaire les kurdes, mais aussi en satisfaisant les Alévis, en allégeant les soucis des classes moyennes urbanisées vis-à-vis du conservatisme religieux en montée, etc.

Le gouvernement aurait donc dû proposer un plan d'action inductif, soit un plan d'envergure de démocratisation permettant de cibler de manière précise la nature exacte du problème kurde, parallèlement à d'autres problèmes endémiques en Turquie.

Mais le gouvernement a choisi de suivre une méthode déductive... Il a d'abord fait savoir qu'il allait lancer une initiative pour trouver une solution à la question kurde et a laissé baptiser son initiative "l'ouverture kurde", ce qui a été farouchement refusé par l'opposition, qui l'a qualifié de "trahison".

Parallèlement, le Ministre de l'Intérieur M. Beşir Atalay a rencontré une quarantaine d'éditorialistes au total afin d'écouter leurs propositions pour une solution à la question kurde.

M. Atalay a continué à tenir ces réunions avec les représentants de la société civile, avec les associations et les syndicats etc., mais toujours en tant qu'auditeur et non comme révélateur d'un plan de solution.

Pendant ce temps, les avocats de M. Abdullah Ocalan, le leader du PKK condamné à la peine de prison à perpétuité, ont aussi rencontré une série de journalistes, toujours dans le même but: avoir leurs pensées sur une solution au problème.

(Cette méthode de rencontres avec les journalistes utilisée en même temps par le gouvernement et les avocats de M. Ocalan, peut être jugée problématique.)

Le contenu et les étapes de l' "ouverture" ne sont pas encore clairs, mais presque la moitié de la société soutient l' idée fondatrice de cette initiative, de même qu' une grande partie des médias, qu' ils soient pro-gouvernementaux ou non...

Ce soutien est important pour le salut d' un tel processus dont le moindre succès signerait l' assouplissement de la question, sinon sa solution.

Dans les temps qui viennent, la bonne gouvernance du pouvoir politique dans les relations entre celui-ci et la presse, ainsi qu' avec la société civile, comptera davantage.